

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone - Orléans la Source  
Adresse postale : DREAL Centre - UD 45  
5 avenue Buffon - CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIDESUP**

12 rue du Moulin  
45300 Engenville

Références : 124/2026 - VAT20260097  
Code AIOT : 0010001019

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement SIDESUP implanté 12 rue du Moulin 45300 Engenville. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIDESUP
- 12 rue du Moulin 45300 Engenville
- Code AIOT : 0010001019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SIDESUP, coopérative de déshydratation de pulpes de betterave, de luzerne et de bois bénéficie pour son établissement de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Elle exerce également une activité de fabrication et de stockage de pellets de pulpes de betterave, de luzerne et de bois. L'établissement relève du régime de l'autorisation et du statut IED au titre des rubriques 3110 et 3642.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	(ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Astreinte	2 mois
3	Contrôle ponctuel des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Astreinte, Demande d'action corrective	2 mois
11	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	/	Demande d'action corrective	1 mois
12	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
13	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	(ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus -2	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Contrôle des flux massiques - émission atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Installations de transfert de pellets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A, B et C	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
6	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.8.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Modification des prescriptions/cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/06/2025, article R. 181-45 et R. 512-66-1.IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
9	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
10	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : (ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 19/06/2025</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2025</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

**Art. 3.2.4.1**

VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement :

- VLE de 100 mg/N m<sup>3</sup> lors déshydratation bois et VLE de 200 mg/Nm<sup>3</sup> lors déshydratation pulpes de betteraves ou luzerne,
- Flux massique horaire de 6,82 kg/h pour la luzerne et foyer biomasse.

**Art. 3.3.1**

[...] Les mesures portent sur les rejets suivants : Unités de déshydratation, conduit n°1:

Paramètre : Poussières

- Évaluation en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;
- 1 mesure tous les 3 mois dont 1 comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves

Enregistrement : Oui

**Art. 2.1.1**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...];
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- [...];

**Constats :**

**Constats précédents issus de la visite du 08/09/2022 ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022 :**

**L'exploitant ne réalise pas une évaluation en continu des émissions atmosphériques des poussières pour les flux massiques horaires et annuels.**

**L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants (poussières) dans l'environnement, respecter les valeurs limites d'émissions des substances polluantes et prévenir en toutes circonstances l'émission de ces substances polluantes pour l'environnement.**

Ce constat a donné lieu à plusieurs échanges avec l'exploitant et n'est pas levé au jour de

l'inspection.

Lors de la visite du 18/02/2026, l'exploitant a indiqué que les mesures en continu de poussières et d'O<sub>2</sub> fonctionnent.

L'ensemble des systèmes de filtration avant la baie d'analyse sont opérationnels. L'exploitant n'a pas eu à nettoyer les filtrations depuis un trimestre.

Toutefois, les mesures de poussières ne sont pas encore fiables ni représentatives:

- présence de pics de concentration de poussières dont il n'a pas trouvé l'origine (Suspicion d'enlèvements d'amas de poussières dans les gaines/présence de condensation résiduelle sur la canne de la sonde venant perturber la mesure au niveau de la sonde : nécessité de prendre d'avantage de recul pour confirmer ou infirmer ce phénomène);
- mesures en continu de l'O<sub>2</sub> jugées non fiables, selon l'exploitant ; malgré l'envoi en recalibrage chez le fabricant, il y a une suspicion d'un problème de fonctionnement sur les baies d'analyse 30000 et 27000.

Par ailleurs, l'implantation des points de mesure n'est pas conforme à la configuration prescrite par arrêté préfectoral :

- l'exploitant doit déplacer le système de mesure sur le point de prélèvement en attente sur le conduit n°1 défini dans l'arrêté préfectoral correspondant à la cheminée commune des lignes 25000 et 30000. Ce point de prélèvement nécessite également la mise en place d'une passerelle ;
- l'exploitant a indiqué qu'il doit anticiper le bon fonctionnement du système de mesure de la concentration en poussières malgré la présence de la couronne d'aspersion de la cheminée.

L'exploitant doit également dupliquer le système de mesure en continu des poussières sur la ligne 27000. Le point de prélèvement et la passerelle associée sont présents sur la cheminée de la ligne 27000 et en attente.

**L'exploitant s'engage désormais à disposer d'une mesure en continu des poussières associée à une mesure en continu de l'O<sub>2</sub> fonctionnelles et représentatives, pour le début de la campagne pulpe en septembre 2026.**

Enfin, l'exploitant a indiqué ne pas encore avoir mis en place un protocole d'étalonnage des systèmes de mesure en continu pour remplacer le QAL2 non satisfaisant du fait de la variabilité intrinsèque des rejets (qualité variable des rejets atmosphériques) puisque les mesures ne sont pas fiabilisées. Le fabricant a indiqué à l'exploitant que cet étalonnage régulier ne posait pas de sujétion particulière.

**Ecart : Compte tenu de ce qui précède et malgré les mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant, les écarts de la visite du 08/09/2022 sont maintenus.**

**Aussi, les points 4a1 et 4b1 de l'article 1 l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échus depuis le 08/02/2023, ne sont toujours pas respectés.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une évaluation en continu relative au paramètre « poussières » permettant d'attester de la mise en œuvre d'une surveillance en continu des émissions de poussières fonctionnelles et représentatives, pour les conduits 1 et 7. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 :** (ex points 1 et 2) - auto-surveil. rejets atmo canalisés/diffus-2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/06/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 3.2.4.1 VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• VLE de 100 mg/N m<sup>3</sup> lors déshydratation bois et VLE de 200 mg/Nm<sup>3</sup> lors déshydratation pulpes de betteraves ou luzerne,</li> <li>• Flux massique horaire de 6,82 kg/h pour la luzerne et foyer biomasse.</li> </ul> <p>Art. 3.3.1 [...] Les mesures portent sur les rejets suivants : Unités de déshydratation, conduit n°1 : Paramètre : Poussières - Evaluation en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ; - 1 mesure tous les 3 mois dont 1 comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves ; Enregistrement : Oui</p> <p>Art. 3.3.1.2 Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance</p>

à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

[...]

- poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :

[...]

- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.3.1.3 du présent arrêté (mesures discontinues).

## **Constats :**

### **Constat précédent :**

**L'exploitant ne justifie pas du choix des valeurs enregistrées issues de la surveillance en continu servant à déterminer la valeur de la moyenne journalière des poussières émises par rapport aux référentiels applicables, notamment pour ce qui concerne les valeurs « aberrantes ».**

L'inspection prend note de la procédure « traitement des données issues de la surveillance en continu des rejets atmosphériques » V1 du 18/11/2025, transmise préalablement à la visite, et n'a pas de remarque particulière.

L'exploitant a indiqué désormais écarter automatiquement les valeurs aberrantes lors des mesures en continu.

Toute valeur aberrante au sens de l'arrêté SIDESUP vaut (-1) dans le jeu de données de l'automate.

Les valeurs aberrantes correspondent aux situations suivantes :

- Ligne à l'arrêt = tapis d'alimentation à l'arrêt (phases de ramonage, calibrage des systèmes d'épuration),



- Démarrage/arrêt de la ligne : tant que l'écart entre la température mesurée sortie sécheur et la consigne est supérieur à 5°C,
- Mode de maintenance activé via la supervision (phase de calibrage des systèmes de mesure des polluants atmosphériques)

**Aussi, l'écart de la visite du 08/09/2022 est levé. Le point 4c de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022 est respecté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Contrôle ponctuel des émissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2

VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement  
cf tableaux des VLE et flux dans l'AP

#### **Constats :**

##### **Constat précédent :**

**L'exploitant ne respecte pas les concentrations et les flux applicables aux unités de déshydratation sur les conduits 1 et 7, et les vitesses d'éjection sont trop faibles sur les conduits 1 et 7.**

**De plus, une demande de résorption de cet écart a été rappelée dans la lettre préfectorale de suite du 20/07/2023.**

Réponse de l'exploitant du 01/10/2025 :

*Nous confirmons que nous indiquerons à l'APAVE de noter dans le rapport des essais sur les cyclo-filtres les cadences de fonctionnement de l'usine.*

*Nous confirmons que lorsque les essais seront faits sur le point de prélèvement en cheminée, les VLE et flux tiendront compte de l'utilisation des sécheurs 25000 et/ou 30000.*

*Pendant la campagne luzerne 2024 la ligne 30000 a été utilisée en campagne luzerne mais nous n'avons pas fait faire de mesure APAVE. Nous étions partis du principe qu'il y avait un seul point de rejet : la cheminée conduit 1, même si le prélèvement était fait à la sortie des sécheurs 25000 et*

30000.

*Les plannings d'essais avec l'APAVE étaient établis en début d'année pour 2025, nous n'avions pas prévu de faire un prélèvement sur le 30000 en campagne luzerne. Le 30000 a été utilisé en début de campagne luzerne jusqu'au 1 juillet, depuis nous ne l'avons pas utilisé. Les mesures APAVE de la campagne luzerne ont eu lieu la semaine du 4/08/25.*

Réponse de l'exploitant du 27/12/2025 :  
Pas d'élément supplémentaire apporté.

Pour rappel, la ligne 27000 a été en panne de fin 2024 jusqu'à mai 2025.

**Examen par l'inspection des rapport établis au titre de l'année 2025, pour l'inspection du 18/2/2026 :**

Les informations suivantes sont relevées :

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 25000 (conduit 1) - campagne bois - intervention le 18/03/2025 (mesure poussières totales uniquement)

**Anomalie : vitesse d'éjection conduit 1 inférieure à la vitesse prescrite(5,1 pour 17,9 m/s)**

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 25000 - campagne bois - intervention du 19 au 20/03/2025

Prélèvement effectué en amont de la cheminée conduit 1, dans le conduit de la ligne 25000

**Anomalies : vitesse d'éjection conduit 1 inférieure à la vitesse prescrite(9,4 pour 17,9 m/s)  
conduit 1 : anomalies flux Poussières totales, SOx et Plomb**

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 25000 et ligne 30000 (conduit 1) - campagne luzerne - intervention 20/05/2025 (mesure poussières totales uniquement)

**Anomalie : vitesse d'éjection conduit 1 (cheminée) à la vitesse prescrite(7,7 pour 17,9 m/s)**

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 25000 - campagne luzerne - intervention 21 au 22/05/2025

Prélèvement effectué en amont de la cheminée conduit 1 dans le conduit de la ligne 25000

**Anomalies : vitesse d'éjection inférieure à la vitesse prescrite  
conduit 1 : anomalies flux Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn**

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 27000 - campagne luzerne et bois - intervention 05 au 07/08/2025

**Anomalies : vitesse d'éjection conduit 7(cheminée) inférieure à la vitesse prescrite  
conduit 7 : anomalies flux SOx campagne bois (le 06/08/25)**

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques - intervention du 6 au 13/10/2025

- ligne 25000 - campagne pulpes de betterave,
- ligne 27000 - campagne pulpes de betterave,
- ligne 30000 - campagne pulpes de luzerne,

- cyclo-dépoussiéreur ligne 25000 (conduit n°3),
- cyclo-dépoussiéreur ligne 30000 (conduit n°4),
- Dépoussiéreur (conduit n°6),
- Dépoussiéreur filtre à manche (conduit n°8).

**Anomalies : vitesse d'éjection inférieure à la vitesse prescrite pour les lignes 25000 et 27000 conduit 7 : anomalies flux COVNM**

- le rapport de vérification des rejets atmosphériques de la ligne 25000 + ligne 30000 (conduit 1 - cheminée) - campagne pulpes de betterave - intervention 10/10/2025

**Anomalie : vitesse d'éjection inférieure à la vitesse prescrite**

**Lors de la visite du 18/2/2026,**

Concernant les vitesses d'éjection, l'exploitant a indiqué que les vitesses d'éjection sont mesurées dans le conduit de mesure des lignes 25000 et 30000. Les vitesses définies dans l'arrêté préfectoral le sont dans les cheminées dont la section est différente de celle des conduits de mesures actuelles.

Aussi, il a justifié au travers d'un graphique la conformité des vitesses d'éjection en fonction de la section du conduit.

Pas d'observation de l'inspection.

Concernant les anomalies de flux, l'inspection a vérifié les valeurs de flux modifiés après correction d'O<sub>2</sub> sur gaz humides - cf annexe flux mesures ponctuelles.

Il ressort que pour certains flux recalculés, les flux mesurés sont inférieurs à la VLE contrairement aux conclusions des rapports de l'APAVE (4 valeurs de flux conformes sur 10 vérifiées). L'exploitant a également vérifié ces calculs de son côté et n'aboutit pas non plus aux résultats de l'organisme agréé. L'organisme agréé a indiqué à l'exploitant qu'il est sûr de ses résultats. Néanmoins, a minima, 6 valeurs de flux restent non-conformes aux VLE.

**Ecart : L'exploitant ne respecte pas les flux applicables aux unités de déshydratation sur les conduits 1 et 7. En conséquence, le point 1a de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/12/2024 n'est pas respecté.**

**Nota : Cet écart est récurrent depuis la visite du 19/04/2023.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Astreinte, Demande d'action corrective**

N° 4 : Contrôle des flux massiques - émission atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2025

**Prescription contrôlée :**

Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2

VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement  
cf tableaux des VLE et flux dans l'AP

**Constats :**

**Ecart :** Dépassements des flux massiques horaires pour les campagnes luzerne, pulpes et bois sur la ligne 25000, dépassements des flux massiques annuels pour la campagne bois et total pour la ligne 25000, dépassement du flux massique annuel pour la campagne pulpe sur la ligne 30000. Séchage de bois avec la ligne 30 000 seule bien que non prévu dans l'ERS.

Réponse de l'exploitant du 01/10/2025 :

*Un point de prélèvement a été fait sur la cheminée conduit 1 en respectant la réglementation.*

*Des mesures de débit ont été faites en interne.*

*Bureau Véritas est venu le 31 juillet 2025 pour une mesure de débit sur le point de prélèvement de la cheminée conduit 1 avec le sécheur 25000, uniquement en campagne luzerne.*

*Bureau Véritas revient le 03 octobre 2025 pendant la campagne pulpe pour faire les mesures avec le sécheur 30000 uniquement, et avec les deux en fonctionnement (25000 et 30000).*

*Une comparaison sera faite entre les valeurs internes, les valeurs de Bureau Véritas et celles de l'APAVE afin de déterminer si les valeurs de l'ERS doivent être revues.*

*Nous confirmons que lors de la mise à jour de l'ERS nous prendrons en compte le cas de fabrication de bois avec le 30000.*

Réponse de l'exploitant du 27/12/2025 :

Point à date :

*Une série de mesure de débit a été réalisée par Bureau Véritas. Cette série s'est révélée non concluante aux vues des valeurs obtenues. Une série de mesure de rejet poussières a été réalisée par l'APAVE sur le nouveau point de prélèvement. L'ensemble des mesures sont conformes à notre AP. En l'absence de passerelle afin de sécuriser leur intervention, l'APAVE n'est pas en mesure de réaliser une analyse complète de nos rejets. Des devis ont été réalisés pour la mise en place d'une passerelle. Reste à faire :*

*Une passerelle doit être installée en 2026 sur le nouveau point de prélèvement afin que l'APAVE puisse réaliser une série de mesures complètes de nos rejets, premier semestre. Cette analyse nous permettra de vérifier la conformité à notre arrêté. Le cas échéant, une mise à jour de notre ERS sera réalisée avec des valeurs représentatives de notre nouveau point de prélèvement. Un point de prélèvement a été fait sur la cheminée conduit 1, en respectant la réglementation.*

Les éléments transmis ne traitent pas des flux massiques annuels, mais des mesures ponctuelles examinées au PdC n°3.

**Lors de la visite**, l'exploitant a présenté les flux massiques annuels en vue de la déclaration GEREP, pour chacune des lignes, et par type de produit déshydraté.

L'exploitant a présenté les flux massiques annuels du paramètre poussière repris dans le tableau en annexe du présent rapport.

En comparaison avec 2024, l'inspection constate une amélioration des flux massiques annuels émis notamment du fait que le sécheur 30000 n'a pas été utilisée pour sécher du bois.

Toutefois, un dépassement du flux massique annuel a eu lieu pour le séchage de bois sur la ligne 25000.

L'exploitant a indiqué que, lors du premier trimestre 2025, le sécheur 27000 n'a pas été utilisé, car il était en panne. Les productions de granulés de bois de janvier à avril ont été réalisées avec le sécheur 25000 ce qui explique le nombre d'heures de 1182 h annuel du sécheur 25000, et seulement 777h annuel du sécheur 27000.

L'inspection prend note du report de déshydratation de bois sur la ligne 25000 pour le maintien de l'activité du site, lors de la panne de la ligne 27000.

**Compte tenu de ce qui précède, l'écart de la visite précédente est levé.**

**L'exploitant veille pour 2026 à respecter les flux massiques annuels émis en fonction des produits séchés et des lignes de déshydratation. Il informe l'inspection en cas de dysfonctionnement des installations de déshydratation nécessitant un report des productions sur les autres lignes.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Installations de transfert de pellets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A, B et C

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations de transfert de pellets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2025

**Prescription contrôlée :**

A. - Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.

Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.

Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

B. - Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

[...]

C. - Les transporteurs à chaînes installés en galerie sous-cellules sont étanches et aspirés. Ils disposent d'un dispositif permettant le contrôle d'efficacité de leur système d'aspiration. La procédure de contrôle de ce système définie par son concepteur précise notamment les modalités de ce contrôle et les valeurs seuils à respecter.

Au minimum, annuellement et, le cas échéant, au démarrage des principales périodes de forte activité d'utilisation de ces équipements, un contrôle conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent est réalisé par une personne compétente.

Les résultats de ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.

#### **Constats :**

##### **Constat précédent :**

**Absence de double asservissement aspiration/manutention au niveau des jetées des transporteurs à bandes du silo 4.**

Réponse de l'exploitant du 01/10/2025 :

*Les travaux sont en cours, document « Dépoussiérage BT3/BT4 » du 29/09/25 en pièce jointe*

Réponse de l'exploitant du 27/12/2025 :

*Point à date :*

*Pour les bâtiments BT3/BT4, un système de dépoussiérage a été mis en place au cours de la campagne. La mise en service n'a pas été réalisée pour cause d'un départ électrique hors service. Le remplacement de ce départ électrique obsolète nécessite un arrêt complet de l'usine. Cette opération sera réalisée courant janvier 2026 lors de la prochaine intercampagne afin de réaliser une mise en service du système d'aspiration lors de la campagne luzerne 2026.*

*Reste à faire :*

*Remplacement du départ électrique HS. Câblage du matériel au nouveau départ électrique. Mise en service du système d'aspiration.*

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de la nouvelle unité d'aspiration pour les magasins 3 et 4. Elle est installée entre les 2 magasins, en extérieur. Elle était en fonctionnement.

<p>L'exploitant a indiqué que cet équipement dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une benne à poussière intégrée pour récupérer les fines,</li> <li>- d'un dispositif d'injection d'eau possible dans l'équipement si besoin,</li> <li>- d'un caisson anti-bruit au niveau de la ventilation,</li> <li>- d'une sonde de température dans le caisson du filtre.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que le fonctionnement de cette nouvelle aspiration est doublement asservie à celui de la manutention. L'inspection n'a toutefois pas réalisé de test le jour de la visite. Le système est en fonctionnement depuis janvier 2026 avec une supervision via l'automate ABB.</p> <p><b>L'écart de la visite du 27/06/2024 est levé. En conséquence, le point 1b de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/12/2024 est respecté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 6 : Plan d'opération interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.8.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/06/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose, en collaboration avec la société Union de Stockage des Coopératives du Pithiverais, d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) commun aux deux établissements, sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans leurs études de dangers, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel des 2 établissements, les populations et l'environnement. [...]</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I., en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R 512-29 du code de l'environnement. [...]</p>
<b>Constats :</b>

**Constat précédent :**

Le plan d'opération interne est incomplet du fait que les fiches réflexes en réponses aux accidents en post-granulation et risques associés ne sont pas intégrées à ce document.

Réponse de l'exploitant du 01/10/2025 :

*Les fiches réflexes ont été insérées dans la version 11 du POI du 15 septembre 2025*

*POI en pièce jointe*

L'inspection n'a pas de remarque concernant la dernière version du POI transmise.

**L'écart de la visite précédente est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Modification des prescriptions/cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/06/2025, article R. 181-45 et R. 512-66-1.IV

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification des prescriptions/cessation d'activité

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 29/09/2025

**Prescription contrôlée :**

Art. R. 181-45

[...]

Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté.

[...]

Art. R. 512-66-1

VI. - Par dérogation aux dispositions du I à V du présent article, l'exploitant procède à la cessation d'activité de ses installations classées soumises à déclaration en se référant aux dispositions des articles R. 512-39 à R. 512-39-6, lorsque cette cessation s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité de l'ensemble d'un site également constitué d'installations classées dont l'autorisation environnementale tient lieu de récépissé de déclaration au sens du 7° du I de l'article L. 181-2.

**Constats :**

**Demande visite précédente :** L'exploitant doit notifier la cessation d'activité de la cuve d'oxygène relevant de la rubrique 4735 dans les formes de l'article R. 512-39 du Code de l'environnement.



Réponse de l'exploitant du 01/10/2025 :

*Nous vous informons que nous avons déposé une déclaration de cessation partielle d'activité auprès de la Préfecture du Loiret pour l'activité de stockage d'oxygène sur notre site.*

*Courrier en pièce jointe*

L'exploitant a transmis la notification de cessation d'activité de la rubrique 4725 le 24/09/2025.

Cette cessation d'activité ne nécessite pas d'ATTES SECUR au titre de l'article R. 512-66-3 du Code de l'environnement.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la cuve était toujours présente. L'exploitant de la cuve (équipement sous pression - SIDESUP n'est que l'utilisateur) ne répond pas aux sollicitations de SIDESUP pour son enlèvement.

Toutefois, la cuve est vide (manomètre à 0).

**La demande de la visite précédente est satisfaite.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Identification des zones à risques

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]

##### **Constats :**

L'exploitant a présenté le DRPCE v1 du 18/12/2025.

L'exploitant a mis à jour son DRPCE en décembre 2025 pour répondre aux standards du Groupe Cristal Union.

SIDESUP a indiqué procéder à une mise à jour régulière de son DRPCE, notamment à l'occasion d'installation de nouveaux équipements ou de modifications.

L'exploitant a identifié deux équipements, récemment installés ou en cours d'installation, nécessitant la mise à jour du DRPCE à savoir :

- le système d'aspiration pour les magasins 3 et 4 en service depuis janvier 2026,
- un tamiseur en cours d'installation en amont des refroidisseurs.

<p>L'inspection n'a pas constaté de discordance entre les zones ATEX identifiées dans le DRPCE et l'EDD.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Plan général des zones à risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Plan des zones à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...] ;</li> <li>- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;</li> <li>- [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan des zones ATEX est présent dans le DRPCE sous forme d'un synoptique des installations indiquant le zonage.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque sur ce plan de zonage.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Identification des zones à risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>

**Constats :**

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté, par sondage, la présence de l'affichage de zonage ATEX. Pas de remarque particulière.

Par manque de temps, l'inspection n'a pas été en mesure d'examiner, par sondage, la présence de moyens de maîtrises des risques sur des équipements classés ATEX. Toutefois, lors des visites précédentes, l'inspection a déjà constaté, à titre d'exemple, la présence de détecteurs d'étincelles sur les refroidisseurs ou dans les cyclo filters ainsi que la possibilité d'injection d'eau.

L'exploitant a indiqué qu'il réalise un rappel sur le risque ATEX lors des formations du personnel. Le POI mentionne également les équipements associés à un risque d'explosion.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Formation d'atmosphère explosive**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Ventilation des locaux

**Prescription contrôlée :**

Art. 67. AM 04/10/2010

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Art. 10 AM 26/11/2012

I. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté les cahiers de nettoyage des installations.

Ces derniers mentionnent la fréquence de nettoyage des installations.

Les magasins de stockage de pellets nécessitent un nettoyage hebdomadaire.

A noter une incohérence pour les locaux foyer biomasse qui mentionnent un nettoyage hebdomadaire mais aussi une fréquence de nettoyage tous les 15 j avec manutention de produit ou uniquement en fin/début de campagne.

Les opérations de nettoyage sont enregistrés sur ce document en version papier.

Lors de la visite terrain, le magasin n°3 nécessitait un nettoyage du fait d'un empoussièrement non satisfaisant, notamment des sols, du point de vue de la réglementation silos.

Par ailleurs, le guide de l'état de l'art sur les silos mentionne que :

*« Pour apprécier les quantités de poussières pouvant générer une atmosphère explosive poussiéreuse, les indicateurs suivants peuvent être proposés :*

*- pour un nuage, si un observateur, bras tendu, ne voit pas son pouce, la concentration de poussières est de l'ordre de 50 g/m<sup>3</sup>.*

*- pour les dépôts, si cet observateur, en marchant sur un sol recouvert de poussières laisse des traces de pas, l'atmosphère pourra devenir explosive en cas de mise en suspension.*

*Par ailleurs, des méthodes simples, basées sur l'observation visuelle de cibles placées au sol permettent d'estimer la quantité de poussières déposée. La vue de la cible peut par exemple disparaître lorsqu'un dépôt de 50 g/m<sup>2</sup> est atteint. »*

**L'inspection n'a pas constaté la présence de croix témoin d'empoussièrement dans les magasins de stockage de pellets.**

**Ecart : Le magasin 3 n'est pas maintenu propre de manière à éviter les amas de poussières.**

**L'exploitant doit procéder et justifier d'un nettoyage du magasin n° 3.**

L'exploitant doit également veiller à maintenir propre les installations afin d'éviter la mise en suspension de dépôts de poussières pouvant générer une atmosphère explosible.

Concernant la présence de poussières en suspension pouvant créer un environnement ATEX, l'inspection a constaté la présence de poussières en suspension dans l'ensemble du magasin de stockage du fait d'opération de chargement en cours.

L'exploitant a indiqué que les bâtiments sont équipés d'une aspiration au niveau des jetées des équipements de manutention et d'une ventilation naturelle au niveau de la toiture.

L'inspection n'est pas en mesure de confirmer ou d'infirmer si la concentration de poussières en suspension est suffisante pour créer une atmosphère explosible ou nécessite une modification du zonage ATEX.

L'exploitant a indiqué qu'il envisage de réaliser une étude pour déterminer si les poussières en suspension dans les magasins peuvent entraîner ou non une atmosphère explosible. Dans le cas contraire, il envisage de classer hors zone les magasins de stockage de pellets. Actuellement, les magasins de stockage sont classés en zone 21 lors des phases de remplissage (chute de granulés) et en zone 22 pour les autres phases d'activité.

Par ailleurs, l'inspection a vérifié la propreté du local ensachage (mention dans le rapport Q18 d'un empoussièrement important). L'inspection a constaté que le local était propre ainsi que l'armoire électrique mentionnée dans le Q18 empoussiérée.

Pas d'écart formellement constaté concernant la prévention de formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé.  En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : Conformité des appareils

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art. 65 AM 04/10/2010  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.  Art 16 AM 26/11/2012  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils (fixes ou mobiles) électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques, et a minima les moteurs présents dans les installations :  - appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé ;  - ou, pour les silos existants, disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529, version juin 2000) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 millimètres diminuée de 75 °C.  [...]
<b>Constats :</b>

Selon le DRPCE la plupart des équipements implantés en zones ATEX ne sont pas des équipements électriques.

L'inspection a examiné les appareils situés dans les magasins de stockage de pellets classés en zone 21 ou 22, selon l'activité exercée.

L'exploitant a indiqué que la mise à jour du DRPCE selon les standards du Groupe Cristal Union a classé ces installations en risque ATEX.

L'exploitant a indiqué qu'aucun appareil installé dans les magasins de stockage de pellets n'est conforme au risque ATEX.

En effet, l'inspection a examiné la plaque d'un moteur d'élévateur dans le magasin n°4. La plaque ne présente aucun marquage ATEX. De même, la plaque du moteur du transporteur à bande du magasin n°3 ne présente aucune mention du risque ATEX (moteur de 2025). La plaque mentionne toutefois que l'équipement répond au critère IP55 (information insuffisante en regard de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 - absence de mention de température de surface de l'équipement, et le critère IP55 n'est pas suffisant pour un équipement utilisé en zone ATEX 21 (critère IP6X nécessaire)).

**Ecart : Présence de matériels et appareils présentant un niveau de protection non ATEX dans les magasins de stockage de pellets classés en zone ATEX.**

**Dans l'attente d'une mise en conformité des appareils non ATEX, l'exploitant doit procéder à la mise en place de mesures compensatoires telle que la réalisation de nettoyages à une fréquence renforcée des magasins de stockage.**

Comme précisé au PdC n°11, l'exploitant envisage de réaliser une étude pour déterminer si les poussières en suspension dans les magasins peuvent entraîner ou non une atmosphère explosible. Dans le cas contraire, il envisage de classer hors zone les magasins de stockage de pellets.

Il a également indiqué que remplacer la totalité des matériels et équipements représentent un coût important (remplacement des moteurs d'équipement, des éclairages, etc.).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 13 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

### Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

### Constats :

L'exploitant a présenté :

1) Certificat Q18 établi par l'APAVE pour une intervention du 24 au 31/03/2025

Ce document conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

8 anomalies relevées

Le Q18 mentionne la date de mesure corrective mise en œuvre entre le 03/04 et le 17/04/2025

Il reste 2 anomalies non soldées :

- Pouvoir de coupure trop faible des dispositifs de protection (section du câble d'alimentation erronée) au niveau TGBT TR5 de la 3<sup>ème</sup> ligne de déshydratation,

L'exploitant a indiqué avoir contacté le fabricant pour la prise en charge du remplacement. Il refuse de prendre en charge le remplacement car il considère qu'il n'y a pas d'anomalie. En conséquence, l'exploitant envisage de réaliser les travaux à sa charge.

- Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection d'un coffret PC pour la 3<sup>ème</sup> ligne de déshydratation. Le Q18 mentionne que le matériel est en commande. Le jour de la visite l'exploitant a indiqué que l'équipement est en attente de commande car le fournisseur ne répond pas aux sollicitations.

2) Rapport de vérification des installations électriques au titre du Code du travail établi par l'APAVE pour une intervention du 24/03 au 31/03/2025 :

- 8 anomalies HT
- 68 anomalies BT

Les dates des mesures correctives sont annotées dans rapport.

Le rapport mentionne des limites d'intervention notamment telle que l'absence de document ne permettant pas de vérifier de façon exhaustive les installations.

Par sondage, lors de la visite terrain, l'inspection a examiné 2 anomalies mentionnées comme résorbées à savoir :

- Boîte de raccordement ouverte située sur la poutre bleue entre les 2 trémies au 2<sup>e</sup> étage du bâtiment principal de déshydratation. L'anomalie a été résorbée le 03/04/2025.

Lors de la visite, la zone était en travaux et le boîtier concerné était ouvert pour divers

raccordements électriques. L'inspection n'a donc pas pu constater que la mesure corrective avait été effectivement réalisée.

- Câbles inutilisés, extrémités nues hors tension sous le coffret S800 DP9 du bâtiment foyer de la ligne 27000. L'anomalie a été résorbée le 03/04/2025. Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de câbles nus sous ce coffret. Pas de remarque.

Concernant les limites d'intervention, l'exploitant a indiqué que les documents mentionnés manquants par l'organisme agréé sont bien présents et à disposition.

Concernant le risque ATEX, l'organisme agréé ne demande pas la mise à disposition du DRPCE. Aussi, l'adéquation du niveau de protection des appareils en zone ATEX n'est pas vérifiée.

**Ecart : Du fait de la présence de 2 anomalies électriques non soldées à date de la visite et reprises dans le Q18, les installations électriques ne sont pas entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La vérification des installations électriques est incomplète du fait de l'absence de vérification de l'adéquation du niveau de protection des appareils situés en zone ATEX.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois